

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2005 — 2033

[C — 2005/11312]

**4 JUILLET 2005. — Loi modifiant la loi du 25 juin 1993  
sur l'exercice d'activités ambulantes  
et l'organisation des marchés publics (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition préliminaire*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 25 juin 1993  
sur l'exercice d'activités ambulantes  
et l'organisation des marchés publics*

**Art. 2.** L'intitulé de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics est remplacé par l'intitulé suivant :

« Loi sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines ».

**Art. 3.** L'intitulé du Chapitre I<sup>er</sup> de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre I<sup>er</sup> : De l'exercice des activités ambulantes et foraines ».

**Art. 4.** A l'article 1<sup>er</sup> de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, est remplacé par la disposition suivante :

« 4° marché : manifestation créée ou préalablement autorisée par la commune, rassemblant, en des lieux et en des temps déterminés des personnes qui y vendent des produits et des services visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>.

Le marché organisé par la commune, qu'il soit directement géré par cette autorité ou donné en concession par celle-ci, est dénommé : « marché public ».

Le marché créé sur initiative privée, préalablement autorisé par la commune, est dénommé « marché privé »;

b) l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, dont le texte actuel devient l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, est remplacé par la disposition suivante :

« 5° fête foraine : manifestation créée ou préalablement autorisée par la commune, rassemblant, en des lieux et en des temps déterminés, des exploitants d'attractions foraines ou d'établissements de gastronomie foraine, qui y vendent des services et produits au consommateur »;

c) l'article est complété par l'alinéa suivant :

« La présente loi ne s'applique pas aux parcs d'attractions ni aux attractions foraines sédentaires et ne porte pas atteinte aux dispositions de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur ni à celles de la loi du 9 février 1994 sur la sécurité des produits et des services. »

**Art. 5.** L'article 2 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2. — § 1<sup>er</sup>. Est considérée comme activité ambulante, toute vente, offre en vente ou exposition en vue de la vente de produits et accessoirement de services se rapportant à ces produits, au consommateur, effectuée par un commerçant en dehors des établissements mentionnés dans son immatriculation à la Banque Carrefour des Entreprises ou par une personne ne disposant pas d'un établissement du genre.

Le Roi peut soumettre aux dispositions de la présente loi les services dont les modalités et les lieux de vente correspondent à ceux des activités ambulantes.

§ 2. Est considérée comme activité foraine, toute vente, offre en vente ou exposition en vue de la vente de services au consommateur, dans le cadre de l'exploitation d'attractions foraines ou d'établissements de gastronomie foraine. »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2005 — 2033

[C — 2005/11312]

**4 JULI 2005. — Wet tot wijziging van de wet van 25 juni 1993  
betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten  
en de organisatie van openbare markten (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Voorafgaande bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 25 juni 1993  
betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten  
en de organisatie van openbare markten*

**Art. 2.** Het opschrift van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten wordt vervangen als volgt :

« Wet betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten ».

**Art. 3.** Het opschrift van Hoofdstuk I van dezelfde wet wordt vervangen als volgt : « Hoofdstuk I : De uitoefening van ambulante en kermisactiviteiten ».

**Art. 4.** In artikel 1 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid, 4°, wordt vervangen als volgt :

« 4° markt : manifestatie ingericht of voorafgaand toegelaten door de gemeente, om op vastgestelde plaatsen en tijdstippen, personen samen te brengen die er producten of diensten zoals bedoeld in artikel 2, § 1, verkopen.

De markt die georganiseerd wordt door de gemeente, hetzij door deze autoriteit zelf beheerd hetzij door deze in concessie gegeven, wordt : « openbare markt » genoemd;

Een markt ingericht door een privé initiatief, voorafgaand toegelaten door de gemeente, wordt : « private markt » genoemd;

b) het eerste lid, 5°, waarvan de huidige tekst het eerste lid, 6°, wordt vervangen als volgt :

« 5° kermis : manifestatie ingericht of voorafgaand toegelaten door de gemeente om, op vastgestelde plaatsen en tijdstippen, de uitbaters van kermisattracties of van vestigingen van kermisgastronomie, die er producten of diensten aan de consument verkopen, samen te brengen »;

c) het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Deze wet is noch van toepassing op pretparken, noch op vaste kermisattracties en doet geen afbreuk aan de bepalingen van de wet van 14 juli 1991 op de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de consument noch aan deze van de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van producten en diensten. »

**Art. 5.** Artikel 2 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. — § 1. Als ambulante activiteit wordt beschouwd elke verkoop, te koop aanbidding of uitstalling met het oog op de verkoop aan de consument van producten en bijkomstig van diensten die op deze producten betrekking hebben, door een handelaar buiten de vestigingen vermeld in zijn inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen of door een persoon die niet over een dergelijke vestiging beschikt.

De Koning kan diensten, waarvan de nadere regels en verkoopsplaatsen overeenkomen met deze van ambulante activiteiten, aan de bepalingen van deze wet onderwerpen.

§ 2. Als kermisactiviteit wordt beschouwd elke verkoop, te koop aanbidding of uitstalling met het oog op de verkoop van diensten aan de consument in het kader van de uitbating van kermisattracties of van vestigingen van kermisgastronomie. »

**Art. 6.** L'article 3 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 3. — L'exercice d'activités ambulantes ou foraines est subordonné à l'autorisation préalable du ministre ou du fonctionnaire auquel il a délégué cette compétence.

Le Roi détermine la nature de l'autorisation préalable en fonction de l'activité et du statut de la personne qui l'exerce. Il peut dispenser certaines catégories de préposés de l'obligation de disposer de l'autorisation, aux conditions qu'il détermine. Toutefois, nulle personne dispensée ne peut exercer l'une des activités visées par la présente loi, si elle n'est accompagnée d'une personne titulaire de l'autorisation requise, assumant la responsabilité de la vente.

L'autorisation vaut pour la durée de l'activité. Le Roi peut toutefois limiter son temps de validité pour les besoins spécifiques de la profession ou les motifs d'ordre public qu'il détermine.

Le Roi arrête les modalités de contrôle des activités ambulantes et foraines.

Dans le cadre de la procédure de demande d'autorisation, le ministre informe le demandeur de l'état d'avancement du dossier, dans un délai de trois mois à dater de l'introduction de la demande. »

**Art. 7.** L'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. — § 1<sup>er</sup>. L'exercice des activités ambulantes est autorisé, conformément aux dispositions du chapitre II, sur les marchés publics et privés, la voie publique, en d'autres endroits du domaine public, sur les lieux jouxtant la voie publique et sur les parkings commerciaux.

Sont assimilés à la voie publique, les parkings situés sur la voie publique, les galeries commerciales, les halls de gare, de métro, d'aéroport et les lieux sur lesquels se déroulent les fêtes foraines.

L'exercice des activités ambulantes est également autorisé au domicile du consommateur pour autant que ces activités concernent des produits ou des services d'une valeur totale de moins de 250 euros par consommateur. Le Roi peut, en fonction de certaines nécessités, accorder une dérogation à ce montant.

Le Roi peut étendre le champ d'exercice des activités ambulantes à d'autres lieux, aux conditions qu'il détermine.

§ 2. L'exercice des activités foraines est autorisé, sur les fêtes foraines et en tout autre lieu, conformément aux dispositions du chapitre II. »

**Art. 8.** A l'article 5 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

a) le 1<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> les ventes occasionnelles, sans caractère commercial, déterminées par le Roi, aux conditions qu'il définit et, notamment les ventes occasionnelles par les particuliers »;

b) le 2<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 2<sup>o</sup> les ventes effectuées dans le cadre des foires commerciales, artisanales ou agricoles et des expositions ainsi qu'au cours des manifestations occasionnelles organisées ou préalablement autorisées par les autorités communales en vue de promouvoir le commerce local ou la vie de la commune, aux conditions déterminées par le Roi »;

c) le 5<sup>o</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 5<sup>o</sup> la vente, effectuée par un commerçant devant son magasin ou dans le prolongement de celui-ci, aux conditions déterminées par le Roi »;

d) le 9<sup>o</sup>, dont le texte actuel devient le 10<sup>o</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

« 9<sup>o</sup> la vente par un commerçant dans l'établissement d'un autre commerçant, pendant les heures normales d'ouverture de cet établissement, aux conditions déterminées par le Roi. »

**Art. 9.** L'article 6 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 6. — § 1<sup>er</sup>. Le Roi peut, pour des motifs d'ordre public, de santé publique ou de protection du consommateur, sans préjudice de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur et de la loi du 9 février 1994 sur la sécurité des produits et des services, interdire la vente de certains produits et

**Art. 6.** Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. — De uitoefening van ambulante en kermisactiviteiten is onderworpen aan een voorafgaande machtiging van de minister of van de ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd.

De Koning bepaalt de aard van de voorafgaande machtiging in functie van de activiteit en de rechtspositie van de persoon die ze uitoefent. Hij kan, onder de voorwaarden die Hij vastlegt, bepaalde categorieën van aangestelden vrijstellen van de verplichting over de machtiging te beschikken. Nochtans mag geen enkel vrijgestelde persoon een van de activiteiten bedoeld bij deze wet uitoefenen indien hij niet vergezeld is van een persoon die titularis is van de vereiste machtiging en die de verantwoordelijkheid voor de verkoop op zich neemt.

De machtiging is geldig voor de duur van de activiteit. De Koning kan evenwel de geldigheidsduur ervan beperken, hetzij wegens de specifieke noden eigen aan het beroep, hetzij wegens de motieven van openbare orde, welke Hij vastlegt.

De Koning legt de nadere regels van toezicht op de ambulante en kermisactiviteiten vast.

In het kader van de procedure tot aanvraag van machtiging houdt de minister de aanvrager op de hoogte omtrent de stand van het dossier, binnen een termijn van drie maanden vanaf de datum van de aanvraag. »

**Art. 7.** Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. — § 1. De uitoefening van ambulante activiteiten is toegelaten, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II, op de openbare en private markten, de openbare weg, op de andere plaatsen van het openbaar domein, op de plaatsen grenzend aan de openbare weg en op de commerciële parkingplaatsen.

Met de openbare weg worden gelijkgesteld, de parkingplaatsen gelegen op de openbare weg, de winkelgalerijen, de stations-, luchthaven- en metrohallen en de plaatsen waar kermissen doorgaan.

Het uitoefenen van ambulante activiteiten is eveneens ten huize van consumenten toegelaten, voor zover deze activiteiten betrekking hebben op producten of diensten voor een totale waarde van minder dan 250 euro per consument. De Koning kan afwijking verlenen op dit bedrag voor bepaalde noodwendigheden.

De Koning kan, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, het toepassingsgebied van ambulante activiteiten tot andere plaatsen uitbreiden.

§ 2. De uitoefening van kermisactiviteiten is toegelaten op kermissen en op alle andere plaatsen, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II. »

**Art. 8.** In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 1<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

« 1<sup>o</sup> de occasionele verkopen zonder commercieel doel, bepaald door de Koning, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, inzonderheid de occasionele verkopen door particulieren »;

b) 2<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

« 2<sup>o</sup> de verkopen tijdens handels-, ambachts- of landbouwbeurzen en tentoonstellingen alsook tijdens occasionele manifestaties georganiseerd of voorafgaand toegelaten door de gemeentelijke overheid die tot doel hebben de lokale handel of het leven in de gemeente te bevorderen, onder de voorwaarden bepaald door de Koning »;

c) 5<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

« 5<sup>o</sup> de verkoop uitgeoefend door een handelaar voor zijn winkel of in het verlengde ervan, onder de voorwaarden bepaald door de Koning »;

d) 9<sup>o</sup>, waarvan de bestaande tekst het 10<sup>o</sup> wordt, wordt vervangen als volgt :

« 9<sup>o</sup> de verkoop door een handelaar in de vestiging van een andere handelaar, tijdens de normale openingsuren van deze vestiging, onder de voorwaarden bepaald door de Koning. »

**Art. 9.** Artikel 6 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. — § 1. De Koning kan, om redenen van openbare orde, volksgezondheid of bescherming van de consument, zonder afbreuk te doen aan de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en de bescherming van de consument noch aan de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van producten en diensten, de

services ou catégories de produits et services dans l'exercice des activités ambulantes et foraines, de manière soit généralisée, soit partielle en fonction du lieu d'activité. Il peut également apporter des restrictions horaires à l'exercice de tout ou partie de ces activités.

§ 2. Le Roi détermine les conditions que doivent remplir les titulaires d'une autorisation. »

**Art. 10.** L'article 7 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. — Le Roi détermine la forme des autorisations et arrête les modalités de demande et de délivrance ainsi que les taxes auxquelles elles sont soumises. Ces modalités et taxes sont fixées en fonction de la nature de l'activité, du statut de celui qui l'exerce et de la durée de l'autorisation. »

**Art. 11.** L'intitulé du chapitre II de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant : « De l'organisation des activités ambulantes et foraines ».

**Art. 12.** L'article 8 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. — § 1<sup>er</sup>. L'organisation des activités ambulantes et foraines sur les marchés et fêtes foraines publics est déterminée par un règlement communal.

§ 2. Ce règlement fixe :

— les lieux, jours et heures de la manifestation ainsi que le plan des emplacements, leur spécialisation éventuelle et leurs spécifications techniques; il renvoie le cas échéant à la décision du collège des bourgmestre et échevins arrêtant ces dispositions;

— les conditions visées dans l'arrêté royal pris en exécution de l'article 10, § 1<sup>er</sup>;

— le délai de préavis à donner aux titulaires d'emplacement en cas de suppression définitive de la manifestation ou de partie de ses emplacements; ce délai ne peut être inférieur à un an. En cas d'absolue nécessité et dans d'autres cas déterminés par le Roi, le délai n'est pas d'application.

Le règlement peut limiter le nombre d'emplacements par entreprise de manière à maintenir la diversité de l'offre. »

**Art. 13.** L'article 9 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. — § 1<sup>er</sup>. L'organisation des activités ambulantes et foraines sur le domaine public, en dehors des marchés et fêtes foraines publics, est déterminée par un règlement communal.

§ 2. Le règlement arrête, conformément à l'arrêté royal pris en exécution de l'article 10, § 1<sup>er</sup>, les modalités d'occupation du domaine public, que cette occupation se réalise de manière temporairement sédentaire ou déambulatoire.

Le règlement peut déterminer les lieux, jours et heures d'exercice des activités ambulantes ainsi que leur spécialisation. Il peut limiter le nombre d'emplacements par entreprise, pour maintenir la diversité de l'offre.

§ 3. Le règlement relatif à l'organisation des activités foraines sur le domaine public, en dehors des fêtes foraines, détermine les modalités d'octroi de l'autorisation requise pour l'exercice de ces activités en ce lieu, conformément à l'arrêté royal pris en exécution de l'article 10, § 1<sup>er</sup>.

§ 4. L'autorisation d'exercice de l'activité sollicitée peut être refusée pour les motifs visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, ou si l'activité est de nature à mettre en péril l'offre commerciale ou foraine existante. »

**Art. 14.** L'article 10 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. — § 1<sup>er</sup>. Le Roi détermine les conditions d'attribution et d'occupation des emplacements sur les marchés et fêtes foraines publics et sur le domaine public ainsi que leur mode de paiement. Il arrête également les conditions auxquelles la cession, la sous-location ou la suspension d'occupation d'emplacement sont autorisées.

§ 2. L'autorité communale transmet les projets de règlement d'organisation des activités ambulantes et foraines sur les marchés et fêtes foraines publics ainsi que sur le domaine public au ministre, avant approbation par le conseil communal. Il en va de même pour toute modification du règlement.

verkoop van bepaalde producten en diensten of categorieën van producten of diensten tijdens de uitoefening van ambulante of kermisactiviteiten verbieden, hetzij in het algemeen, hetzij gedeeltelijk in functie van de plaats van de activiteit. Hij kan eveneens beperkingen opleggen die betrekking hebben op de uren van uitoefening op het geheel of op een gedeelte van die activiteiten.

§ 2. De Koning bepaalt de voorwaarden waaraan de houders van een machtiging moeten voldoen. »

**Art. 10.** Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. — De Koning bepaalt de vorm van de machtigingen en stelt de formaliteiten vast inzake aanvraag en aflevering alsook de taken waaraan deze onderworpen zijn. Deze formaliteiten en taken worden bepaald in functie van de aard van de activiteit, de rechtspositie van diegene die ze uitoefent en de duur van de machtiging. »

**Art. 11.** Het opschrift van hoofdstuk II van dezelfde wet wordt vervangen als volgt : « De organisatie van ambulante en kermisactiviteiten ».

**Art. 12.** Artikel 8 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. — § 1. De organisatie van ambulante en kermisactiviteiten op de openbare markten en kermissen wordt geregeld bij gemeentelijk reglement.

§ 2. Dit reglement bepaalt :

— de plaatsen, dagen en uren van de manifestatie, alsook een plan van de standplaatsen, hun eventuele specialisaties en technische specificaties; in voorkomend geval verwijst het naar de beslissing van het college van burgemeester en schepenen die deze bepalingen heeft ingesteld;

— de voorwaarden bedoeld in het koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 10, § 1;

— de termijn van de vooropzeg die moet gegeven worden aan de houders van een standplaats wanneer de manifestatie of een deel van de standplaatsen definitief wordt opgeheven; deze termijn mag niet korter zijn dan een jaar. In geval van absolute noodzakelijkheid en in de andere gevallen door de Koning vastgelegd, is de termijn niet van toepassing.

Om de diversiteit van het aanbod op peil te houden, kan het reglement het aantal standplaatsen beperken per onderneming ».

**Art. 13.** Artikel 9 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. — § 1. De organisatie van ambulante en kermisactiviteiten op het openbaar domein, buiten de openbare markten en kermissen, wordt geregeld bij gemeentelijk reglement.

§ 2. Het reglement bepaalt, in overeenstemming met het koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 10, § 1, wijze waarop het openbaar domein wordt bezet, ongeacht of deze bezetting verwezenlijkt wordt op een tijdelijk vaste dan wel op een rondtrekkende wijze.

Het reglement kan de plaatsen, de dagen en uren bepalen waarop ambulante activiteiten, alsook hun specialisatie, uitgeoefend mogen worden. Het kan het aantal standplaatsen beperken per onderneming om de diversiteit van het aanbod op peil te houden.

§ 3. Het reglement betreffende de organisatie van kermisactiviteiten op het openbaar domein, buiten de kermissen, bepaalt de wijze van toekenning van de machtiging nodig voor de uitoefening van deze activiteiten op deze plaats, overeenkomstig het koninklijk besluit genomen ter uitvoering van artikel 10, § 1.

§ 4. De aangevraagde machtiging om een activiteit uit te oefenen kan geweigerd worden op grond van motieven bepaald bij artikel 6, § 1, of indien de activiteit van aard is om het bestaande commercieel- of kermisaanbod in gevaar te brengen. »

**Art. 14.** Artikel 10 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. — § 1. De Koning bepaalt de voorwaarden inzake toekenning en inname van de standplaatsen op de openbare markten en kermissen en op het openbaar domein alsook hun betalingswijze. Hij bepaalt eveneens de voorwaarden waaraan de stopzetting, de onderverhuur of de opschorting van bezetting van de standplaats onderworpen zijn.

§ 2. De gemeentelijke overheid maakt de ontwerpen van reglementen van de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten op de openbare markten en kermissen alsook op het openbaar domein over aan de minister, vóór de goedkeuring in de gemeenteraad. Hetzelfde geldt voor alle wijzigingen aan het reglement.

Le ministre dispose d'un délai de quinze jours, à dater de la réception du projet pour faire part à la commune de ses observations quant à la conformité du règlement à la présente loi. A défaut de réponse dans ce délai, l'avis du ministre est réputé sans observations.

La commune communique le règlement au ministre dans le délai d'un mois suivant son adoption.

§ 3. Le Roi fixe les modalités de contrôle de l'organisation des activités ambulantes et foraines. »

**Art. 15.** Un article 10bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 10bis. — L'organisation de marchés privés et de fêtes foraines d'initiative privée est soumise à l'autorisation préalable de la commune, de même que l'organisation de toute activité ambulante sur les lieux jouxtant la voie publique ou sur les parkings commerciaux ainsi que de toute activité foraine en un lieu privé. L'autorisation peut être refusée pour les motifs visés à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, ou si l'activité pour laquelle elle est sollicitée est de nature à mettre en péril l'offre commerciale ou foraine existante. »

**Art. 16.** L'intitulé du Chapitre III de la même loi est remplacé par l'intitulé suivant : « Chapitre III. — Des dispositions de contrôle et pénales et de la procédure d'avertissement ».

**Art. 17.** Un article 10ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 10ter. — Lorsqu'il est constaté qu'un acte constitue une infraction à la présente loi ou à un de ses arrêtés d'exécution, l'agent commissionné en application de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, peut adresser au contrevenant un avertissement le mettant en demeure de mettre fin à cet acte.

L'avertissement est notifié au contrevenant, soit par la remise d'une copie du procès-verbal lors de la constatation des faits, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de trois semaines à dater de la constatation des faits.

L'avertissement mentionne :

a) les faits imputés et la ou les dispositions légales enfreintes;

b) le délai dans lequel il doit être mis fin à l'infraction;

c) qu'au cas où il n'est pas donné suite à l'avertissement, les agents commissionnés en application de l'article 13, § 3, pourront appliquer le règlement par voie de transaction prévu au même article. »

**Art. 18.** A l'article 11 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 1<sup>er</sup>, les mots « les agents judiciaires près les parquets, la gendarmerie, les agents de la police communale » sont remplacés par les mots « les membres du cadre opérationnel de la police fédérale et de la police locale »;

b) le § 2, 1<sup>o</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

« 1<sup>o</sup> ont libre accès aux endroits où se déroulent des activités ambulantes ou foraines et peuvent visiter les véhicules transportant les produits et le matériel »;

c) au § 2, 3<sup>o</sup>, sont insérés les mots « ou du matériel » entre les mots « se faire indiquer la provenance des produits » et les mots « et de se faire fournir le matériel »;

d) au § 3, les mots « de la police communale ou de la gendarmerie », sont remplacés par les mots « de la police locale ou de la police fédérale ».

De minister beschikt over een termijn van vijftien dagen, vanaf de ontvangst van het ontwerp, om zijn opmerkingen inzake de overeenstemming van het reglement met de huidige wet mee te delen. Bij ontstentenis van een antwoord binnen deze termijn, wordt het advies van de minister geacht zonder opmerkingen te zijn.

De gemeente bezorgt het reglement over aan de minister binnen een maand na de goedkeuring ervan.

§ 3. De Koning legt de nadere regels vast volgens dewelke de controle van de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten dient te gebeuren. »

**Art. 15.** In dezelfde wet wordt een artikel 10bis ingevoegd, luidende :

« Art. 10bis. — De organisatie van de privémarkten en kermissen ontstaan uit privé-initiatief is onderworpen aan een voorafgaande machtiging van de gemeente, evenals de organisatie van elke ambulante activiteit op de plaatsen die grenzen aan de openbare weg of op commerciële parkingplaatsen alsook elke kermisactiviteit op privé-terrein. De machtiging kan geweigerd worden op grond van motieven bepaald bij artikel 6, § 1, of indien de activiteit waarvoor zij werd aangevraagd van aard is om het bestaande commercieel- of kermisaanbod in gevaar te brengen. »

**Art. 16.** Het opschrift van Hoofdstuk III van dezelfde wet wordt vervangen als volgt : « Hoofdstuk III. — Controle- en strafbepalingen en waarschuwingsprocedure ».

**Art. 17.** In dezelfde wet wordt een artikel 10ter ingevoegd, luidende :

« Art. 10ter. — Wanneer vastgesteld wordt dat een handeling een inbreuk betekent op deze wet of één van haar uitvoeringsbesluiten, kan de ambtenaar, aangesteld in toepassing van artikel 11, § 1, aan de overtreder een waarschuwing richten waarbij hij aangemaand wordt om aan deze handeling een einde te stellen.

De waarschuwing wordt ter kennis gebracht aan de overtreder, hetzij bij een overhandiging van een kopie van het proces-verbaal tijdens de vaststelling der feiten hetzij bij een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs binnen een termijn van drie weken vanaf de vaststelling der feiten.

De waarschuwing vermeldt :

a) de ten laste gelegde feiten of de wettelijke bepaling(en) die overtreden werden;

b) de termijn waarbinnen de inbreuk moet ophouden;

c) dat, wanneer er aan de waarschuwing geen gevolg wordt gegeven, de ambtenaren, aangesteld in toepassing van artikel 13, § 3, het reglement inzake minnelijke schikking, voorzien in hetzelfde artikel, kunnen toepassen ».

**Art. 18.** In artikel 11 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, worden de woorden « de gerechtelijke agenten bij de parketten, de rijkswacht, de gemeentelijke politie » vervangen door de woorden : « de leden van het operationeel kader van de federale politie en de lokale politie »;

b) § 2, 1<sup>o</sup>, wordt vervangen als volgt :

« 1<sup>o</sup> hebben vrije toegang tot de plaatsen waar ambulante en kermisactiviteiten plaats hebben en mogen de voertuigen waarmee producten en materiaal vervoerd worden, onderzoeken »;

c) in § 2, 3<sup>o</sup>, worden de woorden « of van het materiaal » ingevoegd tussen de woorden « zich de herkomst van de producten » en de woorden « te doen meedelen »;

d) in § 3, worden de woorden « van de gemeentelijke politie of van de rijkswacht » vervangen door de woorden « van de lokale politie of van de federale politie ».

**Art. 19.** A l'article 12 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 2, les mots « lorsqu'ils constatent qu'une activité ambulante est exercée sans autorisation » sont remplacés par les mots « lorsqu'ils constatent qu'une activité ambulante ou foraine est exercée par une personne qui ne dispose pas de l'autorisation requise ou par un préposé dispensé d'autorisation non accompagné d'une personne titulaire de l'autorisation adéquate »;

b) à l'alinéa 4, sont insérés les mots « et les services » entre les mots « si le contrevenant renonce à vendre les marchandises » et les mots « ou à utiliser le matériel ».

**Art. 20.** A l'article 13 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

a) le § 1<sup>er</sup>, 1°, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° les personnes qui exercent une activité ambulante ou foraine sans disposer de l'autorisation requise ou qui poursuivent l'exercice de l'activité après que l'autorisation leur ait été retirée ainsi que les préposés dispensés d'autorisation qui exercent l'activité sans être accompagnés d'une personne titulaire de l'autorisation adéquate »;

b) le § 1<sup>er</sup>, 2°, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° les personnes qui emploient des préposés qui ne disposent pas de l'autorisation requise ou les dispensés d'autorisation qui exercent l'activité non accompagnés d'une personne titulaire de l'autorisation adéquate »;

c) au § 1<sup>er</sup>, 3°, sont insérés les mots « et foraines » entre les mots « activités ambulantes » et les mots « ou celles qui sont mentionnées dans leur autorisation »;

d) au § 1<sup>er</sup>, 4°, sont insérés les mots « ou foraine » entre les mots « activité ambulante » et les mots « qui refusent d'indiquer la provenance des produits »;

e) au § 1<sup>er</sup>, 5°, les mots « sur les marchés publics » et « du chapitre II » sont supprimés;

f) le § 1<sup>er</sup>, 6° est remplacé par la disposition suivante :

« 6° les agents et les particuliers, délégués par les autorités communales, qui attribuent des emplacements en vue de l'exercice d'une activité ambulante ou foraine, en violation des prescriptions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution »;

g) au § 1<sup>er</sup>, 7°, les mots « des marchés » sont remplacés par les mots « des activités ambulantes et foraines »;

h) au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « activité ambulante pratiquée sans autorisation » sont remplacés par les mots « activité ambulante ou foraine pratiquée par une personne qui ne dispose pas de l'autorisation requise ou par un préposé dispensé d'autorisation non accompagné d'une personne titulaire de l'autorisation adéquate »;

i) l'article est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. En cas d'application de l'article 10ter, le procès-verbal visé à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, n'est transmis au procureur du Roi que lorsqu'il n'a pas été donné suite à l'avertissement.

En cas d'application de l'article 13, § 3, le procès-verbal n'est transmis au procureur du Roi que lorsque le contrevenant n'a pas accepté la proposition de transaction. »

**Art. 21.** A l'article 14 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

a) au premier membre de la phrase formant l'article, les mots « ou foraine » sont insérés entre les mots « activité ambulante » et le double point;

**Art. 19.** In artikel 12 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het tweede lid, worden de woorden « een ambulante activiteit zonder machtiging uitgeoefend wordt » vervangen door de woorden « een ambulante of kermisactiviteit uitgeoefend wordt door een persoon die niet beschikt over de vereiste machtiging of door een aangestelde, vrijgesteld van machtiging, zonder vergezeld te zijn van een titularis van deze machtiging »;

b) in het vierde lid, worden de woorden « en de diensten » ingevoegd tussen de woorden « als de overtreder ervan afziet de producten » en de woorden « te verkopen ».

**Art. 20.** In artikel 13 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) § 1, 1°, wordt vervangen als volgt :

« 1° de personen die een ambulante of kermisactiviteit uitoefenen zonder te beschikken over de vereiste machtiging of die hun activiteit verder zetten nadat hun machtiging werd ingetrokken, alsook de aangestelden, vrijgesteld van machtiging, die de activiteit uitoefenen zonder vergezeld te zijn van een titularis van deze machtiging »;

b) § 1, 2°, wordt vervangen als volgt :

« 2° de personen die aangestelden in dienst hebben die niet beschikken over de vereiste machtiging of de vrijgestelden van machtiging die de activiteit uitoefenen zonder vergezeld te zijn van een titularis van deze machtiging »;

c) in § 1, 3°, wordt het woord « activiteiten » vervangen door de woorden « of kermisactiviteiten »;

d) in § 1, 4°, worden de woorden « of kermisactiviteit » ingevoegd tussen de woorden « ambulante werkzaamheid » en de woorden « verhinderen hun opdracht te volbrengen, die weigeren de herkomst van de producten op te geven »;

e) in § 1, 5°, vervallen de woorden « op de openbare markten » en « van hoofdstuk II »;

f) § 1, 6°, wordt vervangen als volgt :

« 6° de door de gemeenteoverheid gemachtigde ambtenaren en particulieren, die de standplaatsen toewijzen met het oog op de uitoefening van een ambulante of kermisactiviteit, in overtreding met de voorschriften van deze wet of haar uitvoeringsbesluiten »;

g) in § 1, 7°, worden de woorden « de markten » vervangen door de woorden « ambulante en kermisactiviteiten »;

h) in § 2, eerste lid, worden de woorden « ambulante activiteit zonder machtiging » vervangen door de woorden « ambulante of kermisactiviteit door een persoon die niet beschikt over de vereiste machtiging of door een aangestelde, vrijgesteld van machtiging, zonder vergezeld te zijn van een titularis van deze machtiging »;

i) het artikel wordt aangevuld met een § 4, luidende :

« § 4. Wanneer toepassing wordt gemaakt van artikel 10ter, wordt het in artikel 11, § 1, bedoeld proces-verbaal aan de procureur des Konings pas toegezonden, wanneer aan de waarschuwing geen gevolg is gegeven.

Wanneer toepassing wordt gemaakt van artikel 13, § 3, wordt het proces-verbaal aan de procureur des Konings pas toegezonden, wanneer de overtreder niet op het voorstel tot minnelijke schikking is ingegaan ».

**Art. 21.** In artikel 14 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste deel van de zin die het artikel vormt, wordt het woord « activiteit » vervangen door de woorden « of kermisactiviteit »;

b) au 1°, dans le texte néerlandais, les mots « listige kunstgrepen » sont remplacés par les mots « frauduleuze handelingen »;

c) au 2°, les mots « sur les marchés publics » et « du Chapitre II » sont supprimés et entre les mots « de la présente loi » et les mots « à ses arrêtés d'exécution », le mot « et » est remplacé par le mot « ou »;

d) au 3° et au 4°, les mots « activité ambulante » sont remplacés par les mots « activité ambulante ou foraine » et les mots « personnes visées à l'article 3, deuxième alinéa, 2° et 5° de cette loi » par le mot « préposé ».

**Art. 22.** L'article 15 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. — § 1<sup>er</sup>. Les autorisations d'activités ambulantes en cours de validité à la date d'entrée en vigueur de la présente loi demeurent valables pour les modes d'activités et les produits qui y sont mentionnés.

Les personnes physiques qui exercent une activité ambulante pour leur propre compte ou en qualité de responsables de la gestion journalière d'une personne morale exerçant également une activité ambulante et qui disposent, par mesure dérogatoire, d'une autorisation les habilitant à vendre des produits visés aux articles 10 à 12 de l'arrêté royal du 3 avril 1995 d'exécution de la loi, pourront, à l'entrée en vigueur de la présente loi, à la cessation de leur activité ambulante, remettre leur commerce à leur parents et alliés au 1<sup>er</sup> et au 2<sup>e</sup> degré ainsi qu'à leurs préposés, titulaires d'une autorisation pour la vente de ces produits au moment de la cessation d'activités de leur employeur. Les cessionnaires obtiendront, sur production des documents, déterminés par le Roi, prouvant leur qualité, l'autorisation leur permettant d'exercer l'activité ambulante pour les produits mentionnés sur celle de la personne dont ils reprennent l'activité. Ils devront, en outre, satisfaire aux autres conditions d'exercice de l'activité.

§ 2. Les exploitants d'attractions foraines et d'établissements de gastronomie foraine avec service à table, titulaires, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, d'une immatriculation à la Banque Carrefour des Entreprises pour l'une de ces activités ou pour les deux, obtiendront, à leur demande, l'autorisation requise pour la poursuite de leur activité.

Leurs préposés obtiendront, également, à leur demande, l'autorisation, pour autant qu'elle leur soit requise, de poursuivre leur activité chez leur employeur, à la condition qu'ils puissent apporter la preuve qu'ils l'exerçaient chez celui-ci au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi. Le Roi déterminera les documents faisant foi de cette qualité.

Les exploitants d'attractions foraines et d'établissements de gastronomie foraine ainsi que leurs préposés disposeront d'un délai de trois mois pour se conformer aux dispositions des alinéas 1<sup>er</sup> et 2. »

**Art. 23.** L'article 16 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. — La commune dispose d'un délai d'un an à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi pour adopter les nouveaux règlements que celle-ci prévoit et adapter les règlements existants, s'il y a lieu. »

**Art. 24.** L'article 17 de la même loi est complété par un alinéa 2, libellé comme suit :

« Les arrêtés pris en exécution de la présente loi sont soumis à l'avis du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E. et à celui du Conseil de la Consommation. »

b) in 1°, worden de woorden « listige kunstgrepen » vervangen door de woorden « frauduleuze handelingen »;

c) in 2°, worden de woorden « van Hoofdstuk II » en « op de openbare markten » opgeheven en vervangt men het woord « en » tussen de woorden « van deze wet » en « van de uitvoeringsbesluiten » door het woord « of »;

d) in 3° en 4°, worden de woorden « ambulante activiteit » vervangen door de woorden « ambulante of kermisactiviteit » en de woorden « in artikel 3, tweede lid, 2° en 5° van deze wet bedoelde personen » vervangen door het woord « aangestelde ».

**Art. 22.** Artikel 15 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 15. — § 1. De machtigingen tot het uitoefenen van ambulante activiteiten die bij de inwerkingtreding van deze wet geldig zijn, blijven geldig voor de erin vermelde activiteiten en producten.

De natuurlijke personen die voor eigen rekening of als verantwoordelijke belast met het dagelijks bestuur van een rechtspersoon een ambulante activiteit uitoefenen en die, bij wijze van een afwijkende maatregel, over een machtiging beschikken voor de verkoop van producten bepaald bij de artikelen 10 tot 12 van het koninklijk besluit van 3 april 1995 tot uitvoering van de wet, kunnen, bij de inwerkingtreding van deze wet, bij het stopzetten van hun ambulante activiteit, hun handel overdragen aan hun bloedverwanten en aanverwanten van de 1ste en 2de graad, alsook aan hun aangestelden die houder zijn van een machtiging voor de verkoop van deze producten, op het ogenblik van de stopzetting van de activiteiten door hun werkgever. De overnemers verkrijgen, bij het voorleggen van de documenten, vastgelegd door de Koning, die hun hoedanigheid aantonen, de machtiging die hen toelaat ambulante activiteiten uit te oefenen voor de producten vermeld op de machtiging van de persoon wiens activiteit zij overnemen. Zij moeten bovendien voldoen aan de andere voorwaarden tot uitoefening van de activiteit.

§ 2. De uitbaters van kermisattracties en vestigingen van kermisgastronomie met bediening aan tafel, die op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, over een inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen voor één of beide activiteiten beschikken, verkrijgen, op hun verzoek, de vereiste machtiging voor de voortzetting van hun activiteit.

Hun aangestelden verkrijgen, eveneens, op hun verzoek, de machtiging, in zover die van hen wordt vereist, om deze activiteit verder bij hun werkgever uit te oefenen, op voorwaarde dat zij het bewijs kunnen voorleggen dat ze deze activiteit bij deze werkgever uitoefenden op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet. De Koning legt de documenten, die dit bewijzen, vast.

De uitbaters van kermisattracties en vestigingen van kermisgastronomie alsook hun aangestelden beschikken over een termijn van drie maanden om zich in orde te stellen met de beschikkingen opgenomen in het eerste en tweede lid ».

**Art. 23.** Artikel 16 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. — De gemeente beschikt over een termijn van één jaar, vanaf de datum van de inwerkingtreding van deze wet, om de nieuwe reglementen die hierin voorzien worden aan te nemen en de bestaande reglementen eventueel aan te passen ».

**Art. 24.** Artikel 17 van dezelfde wet wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

« De besluiten die genomen worden in uitvoering van deze wet worden voor advies voorgelegd aan de Hoge Raad van de Zelfstandigen en de K.M.O. en aan de Raad voor het Verbruik. »

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

**Art. 25.** A l'exception du présent article, le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Par mulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 juillet 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,  
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,  
M. VERWILGHEN

La Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,  
Mme S. LARUELLE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

## Notes

(1) *Documents de la Chambre des représentants :*

51-1534-2004/2005 :

N° 1. Projet de loi.

N°s 2 et 3. Amendements.

N° 4. Rapport.

N° 5. Texte adopté par la commission.

N° 6. Amendement.

N° 7. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Compte rendu intégral :* 24 mars 2005.

*Document du Sénat :*

3-1112-2004/2005 :

N° 1. Projet évoqué par le Sénat.

N° 2. Amendements.

N° 3. Rapport.

N° 4. Décision de ne pas amender.

*Annales du Sénat :* 19 mai 2005.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

**Art. 25.** Uitgezonderd dit artikel treedt deze wet in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 juli 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie, Energie,  
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,  
M. VERWILGHEN

De Minister van Middenstand en Landbouw,  
Mevr. S. LARUELLE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

## Nota's

(1) *Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :*

51-1534-2004/2005 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nrs. 2 en 3. Amendementen.

Nr. 4. Verslag.

Nr. 5. Tekt aangenomen door de commissie.

Nr. 6. Amendement.

Nr. 7. Tekt aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Integraal Verslag :* 24 maart 2005.

*Stukken van de Senaat :*

3-1112-2004/2005 :

Nr. 1. Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2. Amendementen.

Nr. 3. Verslag.

Nr. 4. Beslissing om niet te amenderen.

*Handelingen van de Senaat :* 19 mei 2005.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2005 — 2034

[2005/201914]

**10 AOUT 2005.** — Arrêté royal fixant les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques permet la suspension totale de l'exécution du contrat de travail d'ouvrier, pour les entreprises ressortissant à la Commission paritaire des pompes funèbres (CP 320) (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, notamment l'article 51, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 30 décembre 2001;

Vu l'avis de la Commission paritaire des pompes funèbres du 13 juin 2005;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2005 — 2034

[2005/201914]

**10 AUGUSTUS 2005.** — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden waaronder het gebrek aan werk wegens economische oorzaken de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor werklie-den schorst voor de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de begrafenisondernemingen (PC 320) (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, inzonderheid op artikel 51, § 1, vervangen door de wet van 30 december 2001;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor de begrafenisondernemingen van 13 juni 2005;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;